

Résumé des coprésidents

Plénière 3 « Promouvoir sécurité humaine et société résiliente »

La troisième session plénière a été coprésidée par le Bureau de l'ONU du Conseiller spécial pour l'Afrique (UNOSAA) la Banque mondiale, et Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) sur le thème de «Promouvoir la sécurité humaine et les sociétés résilientes ».

La remarque d'introduction par M. David Mehdi Hamam, Directeur et Secrétaire Général Adjoint par intérim et Conseiller spécial pour l'Afrique de l'UNOSAA a souligné que la sécurité humaine et la résilience englobent les initiatives diverses et interconnectées couvrant la sécurité, la bonne gouvernance, les droits de l'homme et le développement. Il a encouragé tous les partenaires de la TICAD à reconnaître leurs interconnexions et à prendre une action concertée afin de promouvoir la sécurité humaine et une société résiliente.

Au cours de l'échange interactif, animé par M. Abdoulaye Mar Dieye, Administrateur assistant et Directeur du Bureau régional pour l'Afrique, PNUD les participants ont partagé leurs expériences, leurs perspectives et les obstacles à la mise en œuvre du Plan d'action de Yokohama de la TICAD V et du Plan de mise en œuvre de Nairobi de la TICAD VI. Ils ont indiqué que la mise en œuvre des plans d'action de la TICAD par tous les partenaires soutiendrait, en retour, la réalisation de l'Agenda 2063 et de l'Agenda 2030 pour le développement durable.

Afin d'atteindre l'objectif « faire taire les armes d'ici 2020 », la nécessité et l'urgence d'actions et de réponses à l'échelle régionale et panafricaine et l'importance de la lutte contre le terrorisme ont été mises en exergue. Les participants ont également mis l'accent sur le rôle des mesures préventives pour s'attaquer aux causes profondes de l'instabilité, incluant la promotion de processus politiques inclusifs, équitables et transparents. Le besoin de faire face aux conséquences des conflits et de l'instabilité sociale, telles qu'un déplacement forcé et la violence basée sur le genre a été souligné, et les efforts de certains pays à cet égard ont été appréciés. L'importance de la sécurité maritime pour s'attaquer à la piraterie, à la pêche illégale et à d'autres crimes maritimes a été reconnue, y compris par le biais d'un ordre maritime fondé sur des règles et la liberté de navigation, comme le reflètent la Convention des Nations unies sur le droit de la mer (CNUDM), la Stratégie Maritime Intégrée de l'Afrique 2050 et la Déclaration de Nairobi de la TICAD VI.

Les participants ont reconnu que des opportunités économiques et commerciales accrues favorisent la stabilité sociale et contribuent à la lutte contre la radicalisation et appelé une participation et un investissement actifs du secteur privé, y compris les petites et moyennes entreprises. Ils ont fait remarquer le rôle du développement économique inclusif, de l'emploi et de l'intégration régionale dans le soutien à la paix et à la stabilité sociale. Ils ont également noté que l'autonomisation économique des jeunes et des femmes à travers l'éducation, les formations professionnelles et techniques et l'accès à la technologie sont des facteurs de succès particulièrement importants, et préconisé une attention toute particulière à la jeunesse afin de permettre de mettre à profit la dividende démographique, sujet de l'année 2017 de l'Union africaine.

Les participants ont mis l'accent sur le fait que le changement climatique constitue clairement une force de déstabilisation qui pourrait entraîner des pertes d'habitats et une concurrence pour des ressources rares et influencer sur la production agricole. La nécessité d'actions rapides et concertées pour établir la résilience et atténuer l'impact du changement climatique, surtout sur les pauvres, a été soulignée.

Les participants ont mis l'accent sur les fortes interconnexions entre un développement inclusif et durable d'une part et la paix, la sécurité, la bonne gouvernance et l'état de droit d'autre part, et souligné l'importance de l'égalité des genres, des générations et sociétale. Ils ont reconnu les efforts de l'Afrique en matière de promotion d'une bonne gouvernance, particulièrement à travers l'organisation d'élections pacifiques et la participation plus importante des femmes dans les processus de prise de décisions, ont été reconnus. Les participants ont souligné la nécessité d'un renforcement continu des capacités institutionnelles et humaines afin d'assurer des institutions inclusives et efficaces sur le plan local, national et régional. Le rôle important de la société civile dans le renforcement du pacte social entre les autorités étatiques et les citoyens a également été mis en exergue.

Des systèmes de santé compréhensifs et résilients ont été reconnus comme essentiels dans l'amélioration de la qualité de vie. Les participants ont échangé des opinions et des expériences sur la couverture sanitaire universelle, incluant la réduction du fardeau de maladies transmissibles, comme en particulier le VIH/SIDA, le paludisme et la tuberculose, et ont reconnu que plusieurs pays africains avaient accompli des progrès considérables en la matière.

Reconnaissant que l'impératif de l'alimentation et la nutrition, les participants ont encouragé davantage d'efforts pour améliorer la résilience et les capacités de production de l'agriculture et de

la pêche et ont exhorté les partenaires de développement à apporter l'assistance pour prévenir et répondre à la famine et à la sécheresse.

Dans son allocution de conclusion, M. Lundell, Directeur de Pays de la Banque Mondiale a noté les liens entre la paix, la sécurité et le développement ainsi que l'importance de consolider la résilience. Il a également exhorté la communauté internationale à soutenir les efforts individuels de pays africains, régionaux et continentaux. La TICAD a été considérée comme une opportunité importante dans l'échange d'expériences sur les interventions réussies, et comme une plateforme pour encourager le soutien international.